

## **L'instrumentalisation de l'histoire par l'élite du SNP dans la perspective du référendum d'autodétermination**

*Edwige Camp-Pietrain*

*Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis*

Le *Scottish National Party* (SNP), fondé en 1934, a pour objectif l'accession de l'Écosse à l'indépendance par la voie des urnes. Il ne pouvait jusqu'à récemment réaliser celui-ci grâce à sa représentation parlementaire à la Chambre des communes, continue depuis 1967, mais faible. À partir de 1999, la dévolution du pouvoir, accordée par le *Scotland Act* voté en 1998 à Westminster, changea la donne. En effet, la création d'un Parlement écossais à Edimbourg (Holyrood), en charge des affaires internes, lui a depuis permis de s'affirmer comme l'un des principaux partis. Il détient, depuis 2007, la majorité des sièges dans cette enceinte. Cette majorité étant devenue absolue lors des élections de 2011, il sera en mesure d'organiser un référendum d'autodétermination le 18 septembre 2014. Cette échéance, devenue le centre de la vie politique écossaise depuis le scrutin de 2011, mobilise aussi les partis britanniques (travailleurs, conservateurs et libéraux-démocrates), résolument hostiles à la formation d'un État indépendant.

Le SNP fait rarement référence à l'histoire de l'Écosse dans ses publications officielles, sinon pour conforter l'ancienneté de cette nation qui doit recouvrer une situation « normale », l'indépendance. Cette affirmation est assénée comme une évidence en une ou deux lignes, qui constituent les seules références historiques, tant de la Déclaration de 1946 (Hanham, 213) que des manifestes électoraux publiés avant chaque élection depuis 1992 (SNP : 1992, 1997, 1999, 2001, 2005, 2007, 2010, 2011). Le SNP est tourné vers l'avenir, c'est-à-dire vers l'indépendance, le Traité d'Union avec l'Angleterre de 1707 étant inadapté selon lui au contexte du début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Alex Salmond, *First Minister* depuis 2007 et leader du parti depuis 1990 (avec une interruption entre 2000 et 2004), est, à titre personnel, féru d'histoire, discipline qu'il a étudiée à l'Université de Saint Andrews. Il confie volontiers que c'est l'histoire de l'Écosse, racontée par son grand-père, qui l'a conduit au nationalisme politique (Devine & Logue, 243). Toutefois, s'il a longtemps paru quelque peu embarrassé par l'activisme de certains

militants de son parti, très attachés aux grandes dates de l'histoire de l'Écosse qui ont forgé l'identité nationale<sup>1</sup>, ce n'est qu'au cours des années récentes qu'il a commencé à évoquer l'histoire de l'Écosse (même si le fondement de son engagement reste l'économie, l'autre matière qu'il a étudiée à l'Université). En effet, le leader nationaliste doit légitimer l'existence de la nation, en l'ancrant dans l'histoire, afin de justifier l'indépendance. La dévolution du pouvoir, concession du pouvoir central (britannique) ne nécessitait pas de tels fondements. Ainsi, depuis 2007, et plus encore depuis 2011, l'histoire est utilisée par les députés du SNP, dans les débats parlementaires (à Edimbourg et à Londres), dans les publications du gouvernement et dans les grands discours du *First Minister*. Les thèmes, peu nombreux et récurrents, n'ont pas varié par rapport aux Manifestes électoraux antérieurs à 2007. Mais les allusions ponctuelles, qui demeurent brèves, voire furtives, sont plus fréquentes. Les dirigeants nationalistes puisent dans l'histoire des éléments justifiant l'accession de l'Écosse à l'indépendance : sa tradition politique et constitutionnelle distincte de celle de l'Angleterre, le caractère évolutif du Royaume-Uni, mais aussi la viabilité du nouvel État écossais.

### **L'indépendance justifiée par une tradition politique et constitutionnelle distincte**

Les Nationalistes se réfèrent aux guerres d'indépendance qui ont contribué à la prise de conscience d'une identité collective, sur un territoire. Ils attribuent ainsi à la population un mouvement émanant en fait à une élite (Watson : 1998, 32). Ils soulignent que les Écossais ont repoussé les tentatives d'invasion anglaise à plusieurs reprises et mettent en avant la figure de William Wallace, qui sut mobiliser les régions écossaises contre les troupes anglaises d'Edouard I à Stirling, en 1297 (SP : 2011b, 32, A. Salmond). Malgré sa défaite ultime face aux Anglais, il ne capitula jamais, pas même en 1304, contrairement à d'autres nobles écossais. Ainsi, le chant composé par Robert Burns, *Scots Wha Hae*, qui lui rend hommage pour avoir libéré l'Écosse de la soumission à l'Angleterre, est régulièrement entonné lors des Congrès annuels du SNP. Qui plus est, le référendum d'autodétermination doit coïncider avec le 700<sup>ème</sup> anniversaire d'une autre bataille célèbre, menée en 1314 par le roi d'Angleterre, Édouard II, qui croyait la victoire acquise grâce à la

---

1 Le magazine *Flag in the Wind*, créé en 1926 par des militants indépendantistes qui n'étaient pas membres du SNP, symbolise cette approche. Il contient des articles aux titres explicites (tel l'éditorial « *The Curse of Culloden* », dans le numéro d'avril 1996), et commémore les dates de l'histoire écossaise (sans exception pour tous les numéros entre juin et décembre 2000). [www.scotsindependent.org](http://www.scotsindependent.org), consulté le 23 décembre 2003.

supériorité de ses armes. À sa grande surprise, son adversaire, Robert I, roi des Écossais, parvint à rassembler et à motiver ses hommes et prit le dessus à Bannockburn le 24 juin. De la même manière, A. Salmond souhaiterait, sans l'avouer explicitement, bénéficier d'un sursaut patriotique, que ses adversaires unionistes associent à un appel à l'émotion identitaire (HC-SA : 2013, 22), voire à la commémoration de meurtres (HC : 2012, 780, Iain Davidson). En outre, le *First Minister* n'est pas sans rappeler Robert I qui, selon la légende, aurait trouvé le courage de résister lorsque, caché dans une grotte à la suite d'une première défaite, il observa une araignée retisser inlassablement sa toile (Torrance, 277). En effet, A. Salmond peut se prévaloir d'une longue carrière, et d'une capacité sans égale à tirer avantage de circonstances diverses.

Le référendum de 2014 pourrait abroger l'Union de 1707 qui, selon les Nationalistes, résultait de difficultés économiques, les dirigeants écossais ayant subi les politiques protectionnistes anglaises et la puissance de leur voisin, comme en témoignait l'échec de leur tentative d'établir une colonie à Darien (Panama). Les pots-de-vin versés par les Anglais achevèrent de convaincre certains d'entre eux de signer le traité. En revanche, l'opinion publique semblait réticente, comme l'attestent les nombreuses pétitions qui, en provenance de toute l'Écosse, dénonçaient le projet et fustigeaient cette union. Le SNP aspire à revenir à la situation antérieure à 1707 avec un souverain et deux parlements. Depuis sa création, le Parti nationaliste vise à rétablir la souveraineté de l'Écosse (Wilson, 44). Récusant toute vision « fossilisée » de l'histoire (HC : 2012, 407, Mike Weir), il s'inscrit dans une dynamique évolutive. Le SNP avait préparé le terrain dès 1999, lors de l'inauguration du Parlement de Holyrood. Winnie Ewing se retrouva présidente de la séance inaugurale en tant que doyenne. Cette figure historique du parti, considérée comme son premier député depuis son entrée triomphale à la Chambre des communes en 1967<sup>2</sup>, n'hésita pas à évoquer d'emblée la re-création du Parlement perdu en 1707 : « *The Scottish Parliament, which adjourned on 25 March 1707, is hereby reconvened* » (SP : 1999, 9). Cependant, elle ne s'attarda pas sur les carences de ce Parlement fort peu démocratique, sous le joug du souverain jusqu'en 1689, tant pour sa composition que pour ses décisions.

De plus, le discours de W. Ewing en 1999 constituait une invitation à s'accommoder

---

2 Robert McIntyre, son seul prédécesseur, avait été élu dans un contexte particulier (en brisant la trêve entre les grands partis au cours de la Deuxième Guerre mondiale) et n'avait siégé que quelques mois en 1945.

de cette dévolution du pouvoir, critiquée par certains Nationalistes: « *It was said 1707 was the end of an auld song. All of us here can begin to write together a new Scottish song, and I urge all of you to sing it in harmony-fortissimo* » (SP : 1999). L'expression « *end of an auld song* », employée par le Chancelier écossais lors de la signature du Traité de 1707, avait nourri le ressentiment des Nationalistes car elle marquait la fin de la nation indépendante (SNP : 1997, 6). Le Parlement écossais créé en 1999 devait donc être accepté en tant que représentant d'une nation qui n'avait jamais cessé d'exister. Certes, il était tenu de se cantonner aux compétences transférées par le Parlement de Westminster, mais il pourrait réclamer davantage de pouvoirs, jusqu'à obtenir l'indépendance. Le SNP, qui se définissait comme le moyen d'atteindre cette dernière, révisa son programme en conséquence. Jusqu'alors, il affirmait que s'il détenait une majorité de sièges (sièges écossais à la Chambre des communes, puis au Parlement écossais), cela constituerait un mandat pour négocier l'indépendance avec le gouvernement britannique (déclaration de 1946, in Hanham, 213). À partir de 2000, il s'engagea, après avoir emporté une majorité de sièges à Holyrood, à organiser un référendum d'autodétermination. Il dissocia ainsi vote SNP et accession à l'indépendance, ce qui facilita sa victoire en 2007 et plus encore en 2011, légitimant ainsi la consultation qu'il envisageait. Cependant, le *First Minister* ne pouvait se prévaloir d'une opinion acquise à l'indépendance. Les sondages sur la longue durée montrent en effet que la proportion de personnes favorables à cette dernière se situe autour de 35 % (sondages TNS-BMRB System 3 pour *the Herald*). Par contre, le SNP cherchant à convaincre les 25 % d'indécis, A. Salmond a jugé préférable de reporter le référendum à 2014. Lors de l'annonce de la date, il a rattaché son objectif au passé : « *the restoration of our ancient Parliament* » (SP : 2013, 18119), le Parlement britannique étant l'héritier du Parlement anglais de Simon de Montfort, selon le *Speaker* cité par Margo McDonald, députée indépendante à Holyrood, autre figure historique du SNP depuis son entrée à la Chambre des communes en 1973 (SP : 2012d, 9665).

La forme même de la consultation, le référendum, repose sur la souveraineté populaire, qui distingue l'Écosse de sa voisine. Cette affirmation trouve sa justification dans la Déclaration d'Arbroath de 1320, même si ce texte demeura relativement peu connu jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle (Cowan : 1998, 61). Cette lettre, adressée par des nobles écossais au Pape, visait à inciter ce dernier à reconnaître Robert I en tant que Roi d'Écosse, afin de mettre un terme aux prétentions d'Edouard II. Ce faisant, les nobles écossais occultaient les rivalités à l'intérieur de leurs frontières, pour affirmer l'unité et le

caractère particulier de leur peuple (l'un des fondements de la nation) contre son ennemi. Mais la légitimité de Robert n'était pas inconditionnelle, le peuple écossais se réservant la possibilité de le renverser s'il contrevenait à ses intérêts :

*Yet if he should give up what he has begun, and agree to make us or our Kingdom subject to the King of England or the English, we should exert ourselves at once to drive him out as our enemy and a subverter of his own rights and ours, and make some other man who was well able to defend us our King ; for, as long as but a hundred of us remain alive, never will we under any conditions be brought under English rule* (SP : 2012b, citations intégrale par Christine Grahame, 5816, et partielle par Nicola Sturgeon, 5809).

En janvier 2012, lors du lancement de la consultation sur le référendum, les dirigeants du SNP sont remontés à cette Déclaration pour raconter aux journalistes étrangers l'odyssée de leur nation. Ils célèbrent ce texte chaque année le 6 avril, à Arbroath, mais aussi aux États-Unis où se déroule une semaine de l'Écosse. Or cette festivité est due à l'initiative d'un sénateur américain qui, en 1998, parvint à faire adopter par ses collègues une motion identifiant la Déclaration d'Arbroath comme source d'inspiration pour les treize colonies. Certes, des parallèles peuvent être établis dans les griefs formulés à l'encontre du Roi d'Angleterre et dans la volonté de libération, mais la Déclaration d'indépendance ne faisait nullement référence au texte écossais (Hague, 106). A. Salmond ne manque pourtant pas de revendiquer cette filiation (cité par Robertson A., 19), alors qu'avant 1998, s'il faisait allusion à la Déclaration de 1776, c'était seulement pour engager l'Écosse à suivre la même voie (notamment dans une émission diffusée pendant la campagne précédant les élections législatives de 1992).

Comme le rappellent les Nationalistes, cette conception écossaise de la souveraineté fut également affinée au XVI<sup>e</sup> siècle par George Buchanan, qui justifia ainsi le droit de résistance à la tyrannie (SP : 2012b, 5805, N. Sturgeon). Plus récemment, elle fut reconnue par le *Court of Session*, plus haute instance judiciaire civile en Écosse, dans un arrêt rendu en 1953. John MacCormick, membre fondateur du SNP (qu'il quitta en 1942) protestait contre l'usurpation du titre de la Reine d'Elisabeth II en Écosse, au motif que la Reine Elisabeth I n'avait régné qu'en Angleterre au XVI<sup>e</sup> siècle. Si le juge débouta le plaignant de sa requête, qui était appuyée par le SNP, il affirma dans ses attendus que la souveraineté illimitée du Parlement était un principe anglais, sans équivalent en Écosse : « *The principle of unlimited sovereignty of Parliament is a distinctively English principle which has no counterpart in Scottish constitutional law* » (SP : 2012b , 581, C. Grahame).

Depuis 1999, lors de l'ouverture de la session parlementaire qui suit une élection à Holyrood, les dirigeants nationalistes déclarent que s'ils sont juridiquement contraints de prêter serment à la Couronne, ils s'estiment responsables auprès du peuple écossais, selon leur tradition constitutionnelle. A. Salmond n'a pas rectifié une seule virgule de son texte entre le 12 mai 1999 et le 11 mai 2011 : « *The SNP's parliamentary group's primary loyalty lies with the people of Scotland, in line with the Scottish constitutional tradition of the sovereignty of the people* » (SP : 1999 ; SP : 2011a, 1). Seuls les députés verts (et, de 1999 à 2007, les députés du *Scottish Socialist Party*) utilisent ce type de formule. Les Nationalistes soulignent perfidement que la dévolution préserve la souveraineté de Westminster, comme l'avait noté Tony Blair en 1999 (Jim Eadie, SP : 2012b, 5836).

Les Nationalistes insistent sur la nécessité, pour les Écossais, de déterminer la forme de gouvernement qui leur convient, nécessité proclamée à plusieurs reprises dans l'histoire écossaise, sous la forme d'un *Claim of Right*. En 1688, le Parlement écossais rédigea ce document pour affirmer son pouvoir face à celui du Roi, en parallèle au *Bill of Rights* du Parlement anglais. En 1988, un Comité de pilotage composé notamment de représentants du SNP, des Travailleurs et des Libéraux-démocrates, reprit ce titre pour revendiquer, auprès du gouvernement britannique de Margaret Thatcher, « *the sovereign right of the Scottish people to determine the form of government best suited to their needs* » (formule rapportée par N. Sturgeon, SP : 2012b, 5809). Cependant, le SNP s'est ensuite dissocié de la Convention constitutionnelle chargée de définir un projet car elle se focalisait sur la dévolution (McLean : 2005, 106-116).

Les dirigeants des partis politiques britanniques ont une autre lecture de l'histoire constitutionnelle. Ils mettent en exergue les négociations qui prévalurent en 1706-1707, soulignant la participation de représentants des deux Parlements qui défendirent leurs intérêts religieux et économiques. Mais ils semblent quelque peu embarrassés par le statut du Parlement écossais antérieur à 1707. En 1999, lors de l'inauguration officielle, Donald Dewar, *First Minister* travailliste, juriste de formation, le qualifia d' « autre », pour accentuer sa nature différente (SO, 12). À l'approche du référendum d'autodétermination, le gouvernement britannique de coalition a fait appel à des juristes, pour aboutir à la conclusion qu'en droit international, le « reste du Royaume-Uni » serait le successeur de l'État existant, les Écossais devant créer un nouvel État (HMG : 2013, 2.21). N. Sturgeon, qui soutient que les deux entités signataires du Traité recouvreraient leur existence, n'a pas manqué de fustiger le mépris implicite à l'égard de sa nation, reléguée dans un statut

colonial (Settle & Gardham).

Quant à la souveraineté populaire, si elle est présentée comme élément de distinction de l'Écosse, ce sont des gouvernements britanniques travaillistes qui ont organisé les deux référendums relatifs à la dévolution, en 1979 et en 1997, alors que les institutions reposaient jusque-là sur la souveraineté du Parlement<sup>3</sup>. Ce sont également les Travaillistes britanniques qui confinèrent le corps électoral au seul peuple directement concerné par le projet. Or le SNP s'était opposé à ces référendums portant seulement sur la dévolution, avant de s'impliquer sans ambiguïté dans les campagnes multipartites pour le « oui » à l'approche des échéances.

Néanmoins, la question de la souveraineté populaire continue à diviser les partis unionistes. En janvier 2012, lors d'un débat organisé par le SNP, Travaillistes et Libéraux-Démocrates ne purent que souscrire à ce principe, qui animait déjà le *Claim of Right* (SP : 2012b, 5818, Malcolm Chisholm, 5630, Willie Rennie). Les Conservateurs, hostiles à ces revendications, en 1998 comme en 2012, se désolidarisèrent de la motion, même dans sa version amendée par les Travaillistes, qui prônait la coopération avec Westminster (SP : 2012b, 5814, David McLetchie).

En outre, les unionistes cherchent eux aussi à instrumentaliser certaines dates de l'histoire. Cela concerne tout d'abord les référendums. En 1997, le gouvernement Blair opta, pour le référendum relatif à la dévolution, pour le 11 septembre, qui marquait le 700<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire de Wallace. En 2014, le gouvernement britannique, qui a laissé le SNP fixer la date du référendum d'autodétermination, commémorera le centenaire du début de la Première Guerre mondiale, afin de recentrer l'attention des Écossais sur l'Union. Mais, dès l'annonce du Premier ministre, les dirigeants nationalistes ont répliqué en mettant en évidence la proportion particulièrement élevée de pertes parmi les troupes écossaises, démontrant ainsi leur courage (Fiona Hyslop citée par Dinwoodie : 2012).

Ensuite, le 6 avril, date de la déclaration d'Arbroath, a été exploité avant l'arrivée au pouvoir du SNP. Jack McConnell, qui exerça la fonction de *First Minister* (travailliste) de 2001 à 2007, se rendit aux États-Unis à cette période pour participer à la *Tartan week*. Enfin, la date du 30 novembre, jour de la Saint-André, est retenue à Londres comme à Edimbourg pour les annonces importantes depuis 2007 : en 2010, le gouvernement

---

3 Le référendum de 1979 a été imposé par des députés travaillistes hostiles à la dévolution, contre l'avis du gouvernement. Celui de 1997 résulta d'un engagement pris par Tony Blair dès 1996, alors que la branche écossaise de son parti jugeait la voie parlementaire suffisante.

britannique a publié le *Scotland Bill*, portant réforme de la loi de 1998 et en 2012, la majorité de la Chambre des communes a dénoncé le « séparatisme » du SNP (HC : 2012, 405). Ce faisant, les Unionistes ne se sont guère démarqués du gouvernement SNP, qui avait choisi cette date en 2009 pour affiner son projet de référendum proposant deux questions, relatives à l'indépendance et au transfert de compétences complémentaires au Parlement écossais (qui semblait plus populaire), et en 2011, pour protester contre les répercussions de la politique d'austérité du gouvernement britannique, qui ne pourraient se régler que par l'indépendance de l'Écosse (SP : 2011c, 3968, John Swinney).

### **Une indépendance s'inscrivant dans l'évolution de la constitution britannique**

Les Nationalistes situent leur objectif dans l'histoire britannique, qui a connu un Empire puis une décolonisation. Or le Royaume-Uni a survécu, malgré l'évolution de ses frontières et du périmètre de sa souveraineté (SG : 2007, VII, A. Salmond). Il vit le jour en 1801 de l'union législative entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, sa colonie. Mais en 1921, les 26 comtés du Sud de l'Irlande obtinrent une autonomie élargie, première étape vers l'indépendance totale. La mention « *for ever* », employée par la législature pour marquer la valeur constitutionnelle de la loi de 1801, n'en garantit pas la pérennité, toute loi britannique pouvant abroger librement la législation en vigueur, ce qui fut admis dès 1869, lors d'une tentative de recours contre la loi supprimant le caractère établi de l'Eglise anglicane en Irlande. De la même manière, la mention « *for ever* », contenue dans de nombreux articles du Traité de 1707 entre l'Angleterre et l'Écosse, est vulnérable.

Les Nationalistes érigent l'autodétermination au rang de droit inaliénable, qui ne saurait faire l'objet d'aucune restriction, à l'image de la Déclaration d'indépendance des treize colonies américaines (SP : 2012b, 3258, Chic Brodie). Ce droit ne saurait être confondu avec la dévolution, simple concession du pouvoir central, comme ne cessait de le clamer le SNP dans les années quatre-vingt-dix. Cependant, les dirigeants nationalistes se soucient de la légalité. Fort de la victoire électorale de 2011, A. Salmond affirma bénéficier de la légitimité nécessaire à l'organisation d'un référendum, avant de signer un accord avec David Cameron le 15 octobre 2012 (HMG-SG). Il tenait à en maîtriser les modalités, craignant que les trois partis britanniques, déployant des moyens considérables, ne puissent acheter le résultat, comme en 1707. Il reprit l'expression « *bought and sold for English gold* » (Settle : 2012) qui avait été employée par le poète

Robert Burns pour fustiger la corruption prévalant au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (Whatley, 16). En 2014, c'est le Parlement écossais qui fixera les règles, mais en se conformant à l'avis de la Commission électorale britannique (SP : 2013, 18117).

Les Nationalistes écossais s'appuient sur des figures de l'histoire qui réclamèrent à la Grande-Bretagne le droit d'autodétermination, tel Thomas Jefferson dans les colonies américaines (A. Salmond mentionné par Robertson A. : 2010, 19). Il est vrai que la Déclaration d'indépendance des treize colonies comptait, parmi ses signataires, deux natifs d'Écosse, James Wilson et James Witherspoon. Ce dernier avait enseigné la philosophie des Lumières écossaises à de nombreux révolutionnaires américains. Cependant, ils ne représentaient pas l'opinion de la majorité des Écossais, qui se rangea derrière le roi lors de la révolte des colons (Devine, 183).

Les Nationalistes écossais évoquent également Charles Parnell, mécontent des termes du Traité d'Union de 1801 : « *No man has a right to fix the boundary of... a nation ; no man has a right to say to his country-thus far shalt thou go and no further* » (SP : 2012b : 5830, Jamie Hepburn). De fait A. Salmond lui-même a parfois été comparé au leader nationaliste irlandais, tant pour son habileté oratoire et tactique à la Chambre des communes que pour son sens du compromis qui le conduisit à endosser la dévolution comme première étape (voie « gradualiste ») et à profiter des faiblesses de ses adversaires (Torrance, 278).

A. Salmond, qui domine le SNP depuis trente ans, cherche à démontrer que son parti peut compter sur de multiples talents (Robertson, A. : 2012). Le manifeste publié en 2011 se distinguait de ses prédécesseurs car il mettait en scène les élus nationalistes ayant contribué à sa progression (SNP : 2011, 21, 40) : les ministres écossais (notamment N. Sturgeon et J. Swinney), mais aussi des vainqueurs d'élections partielles, plus controversés que W. Ewing : Roseanna Cunningham (républicaine) et Jim Sillars (qui, depuis son départ du SNP, est très critique à l'égard d'A. Salmond). On trouvait aussi des membres récemment décédés, Neil McCormick (fils d'un des fondateurs, lui-même député au Parlement européen), Billy Wolfe (qui, en tant que leader du SNP dans les années soixante-dix, amorça son virage social-démocrate), ainsi que B. Ahmad, premier député à Holyrood issu des minorités ethniques, symbole de l'ouverture du parti à tous les résidents sur le sol écossais.

En outre, les députés nationalistes, qui recensent 23 lois britanniques accordant l'indépendance à des États (SP : 2013, 18139, Stewart Stevenson), relèvent que le

Royaume-Uni a surmonté la perte de son Empire colonial, à commencer par l'accession des États-Unis à l'indépendance. Ils mettent en avant l'essor économique sans précédent qui suivit cette rupture, pour le Royaume-Uni puis pour les États-Unis.

Les Nationalistes soulignent que l'État écossais saura coopérer avec l'Angleterre, leurs relations se trouvant même renforcées parce que les deux nations seront placées sur un pied d'égalité (HC : 2012, 417, Peter Wishart). Le Commonwealth manifeste avec éclat la réussite de l'accession à l'indépendance des anciennes colonies, comme le rappelaient brièvement les manifestes de 1992 et de 1997 (SNP : 1992, 2 ; SNP : 1997, 8). Même avec l'Irlande, qui refusait l'adhésion à cet ensemble, le Royaume-Uni sut se montrer inventif, dès 1949, en aménageant un statut particulier (SP : 2012h, 14396, S. Stevenson).

Certains membres du Commonwealth, tels le Canada et à l'Australie, font figure d'exemples car ils ont gardé la Reine comme chef d'État. Or l'indépendance voulue par le SNP abrogerait l'Union des Parlements de 1707, tout en conservant l'Union des Couronnes de 1603 (A. Salmond in SG : 2007, V), même si la dynastie actuellement sur le trône n'a pas d'origine écossaise, contrairement aux Stuarts du XVII<sup>e</sup> siècle. En 2011, en présence d'Elisabeth à Holyrood, le *First Minister* a salué Jacques VI qui régna sur « deux nations indépendantes » (en tant que Jacques I d'Angleterre), procédé qui n'avait rien d'exceptionnel (Salmond : 2011a). La même année, A. Salmond s'est emparé de la visite historique de la Reine en Irlande pour souligner la possibilité de maintenir des liens étroits. De plus, le leader nationaliste reconnaît l'attachement du peuple écossais à son chef d'État et valorise les conseils prodigués par une reine, qui dispose d'une expérience considérable et qui symbolise la continuité (SP : 2012c, 9481).

Les Nationalistes savent que le nouvel État, pour exister au sein de la communauté internationale, devra être reconnu par ses pairs. Ils insistent sur leur volonté de vivre en bonne intelligence avec les voisins de l'Écosse, et entendent bénéficier du même respect de la part de ces derniers. Ils s'en remettent aux principes évoqués par deux opposants farouches au Traité d'Union de 1707. En 1999, lors de la séance inaugurale, W. Ewing se référa à Lord Belhaven:

*Show me a spurious patriot, a bombastic fire-eater, and I will show you a rascal. Show me a man who loves all countries equally with his own and I will show you a man entirely deficient of a sense of proportion. But show me a man who respects the right of all nations to defend the rights of his own nation against them all and I will show you a man who is both a nationalist and an internationalist* (SP : 1999).

De même, en 2011, après avoir emporté une victoire historique à Holyrood, A. Salmond cita Andrew Fletcher of Saltoun : « *All nations are dependent. If the greater must always swallow the latter, we are all diminished* » (SP : 2011b, 35).

Les Nationalistes affirment que l'Écosse saura se faire entendre sur la scène internationale. Dès le mois de novembre 1967, W. Ewing, qui venait de gagner une élection partielle, s'exclama : « *Stop the world. Scotland wants to get on* ». Cette expression, qui constitue le titre de sa biographie (Russell), est régulièrement reprise par ses collègues, tels A. Robertson (Robertson, A. : 2010, 92) ou Stephen Maxwell, chargé de la communication puis vice-président du SNP (Maxwell : 2012, 125). André, le saint patron de l'Écosse, constitue une caution supplémentaire. Dûment évoqué dans la Déclaration d'Arbroath en tant que disciple préféré de Jésus, il relie l'Écosse du début du XXI<sup>e</sup> siècle à la communauté internationale (SP : 2011c, 4022, Kevin Stewart). En effet, non seulement il est étranger à l'Écosse (dans laquelle il n'a jamais séjourné), mais il est le saint patron de nombreux pays.

Selon A. Salmond, le nouvel État écossais saura compenser sa petite taille par le dynamisme de son action. À l'appui de ses dires, il se référa à Hugh MacDiarmid :

*Scotland small ? Our multiform, our infinite Scotland small ?*

*Only as a patch of hillside may be a cliché corner*

*To a fool who cries : 'Nothing but heather !'* (SP : 2011b, 32).

De plus, l'Écosse saura faire entendre une voix singulière. Le *First Minister* convoqua Saltoun pour conforter cette assertion : « *go forward into the community of nations to lend our own, independent weight to the world* » (SP : 2011b, 35).

Afin de rassurer la population, les dirigeants nationalistes soutiennent que l'Écosse indépendante adhérerait sans encombre aux principales organisations internationales. Depuis 1988, ils présentent l'Europe (CEE puis UE) comme un point d'ancrage, permettant à l'Écosse de s'affranchir sans risque de son Union avec l'Angleterre. Ils ont maintenu leur position en dépit de la crise de la zone euro, qui les a seulement incités à reporter l'adoption de la monnaie unique. L'évocation, par certains Conservateurs anglais, depuis 2010, d'une possible sortie de l'UE, les pousse à amplifier un contraste entre Écosse et Angleterre sur la question européenne (SP : 2012f, 12717, Aileen McLeod). À la fin de 2012, le parti a renoncé à son projet de sortie de l'OTAN, mais ses dirigeants s'engagent à participer à la lutte contre la prolifération nucléaire (SP : 2012d, 9659, A.

Salmond), alors que le gouvernement britannique entretient un arsenal (stationné en Écosse). L'aide au Tiers monde et la lutte contre le réchauffement climatique sont aussi à l'ordre du jour.

Quant aux dirigeants des partis unionistes, ils admettent implicitement la possibilité d'amendement de la « constitution » britannique. Donald Dewar, militant indéfectible de la dévolution depuis les années soixante-dix, chargé de l'Écosse au sein du gouvernement Blair avant de devenir le premier *First Minister*, n'avait pas exclu des aménagements ultérieurs. Depuis son décès en 2000, les parlementaires de tous bords lui rendent hommage (HC : 2011, 486 ; SP : 2010, 29023). Il est reconnu par A. Salmond, qui l'avait affronté dans deux enceintes parlementaires, comme le père de la dévolution, défenseur authentique de l'Écosse (Salmond in SO : 2000, 91). Si le leader du SNP lui sait gré d'avoir créé une nouvelle voix pour cette dernière, il regrette seulement le mutisme de celle-ci dans de nombreux domaines (SG : 2009, 1).

L'accord du 15 octobre 2012 entre D. Cameron et A. Salmond légalise de fait l'éventualité de l'indépendance (HMG-SG, 1). La constitution relevant de Westminster, c'est le Parlement britannique qui a autorisé son homologue écossais à mener ce référendum, afin de prévenir tout recours ultérieur. En dépit de leurs réticences quant à la finalité de la consultation, les parlementaires des deux Chambres en ont entériné le principe en janvier 2013, saluant la coopération pacifique des deux parties par opposition à la lutte armée qui précéda l'indépendance de l'Irlande (HL : 2013, 743, comte de Mar). Conformément à la volonté du gouvernement britannique, le référendum se limitera à une question (HMG-SG, 6), le gouvernement SNP n'ayant aucune légitimité en matière de dévolution contrairement à ce qu'A. Salmond laissait entendre (SG : 2010, 3). Mais il appartiendra à ce dernier de préciser les modalités d'organisation du référendum. Or certains députés unionistes craignent l'influence de la diaspora écossaise, qui pourra contribuer à la campagne grâce à des petits dons, non encadrés. Pour étayer leurs inquiétudes, ils ont eux aussi cité Burns : « *bought and sold for English gold* » (HC : 2013, 787, Mark Lazarowicz).

Toutefois, le gouvernement britannique émet des doutes quant aux facilités d'insertion de l'Écosse dans le concert des nations. Il prétend, sur la base d'avis d'experts, que le Royaume-Uni hériterait de tous les engagements internationaux existants, alors que l'Écosse devrait renégocier chacun d'entre eux, processus long, coûteux, à l'issue incertaine (HMG : 2013, 2.21). A. Salmond balaie ces incertitudes car il a toute confiance

dans les capacités de l'Écosse.

### **Des capacités à assumer son indépendance prouvées par l'histoire**

Le SNP soutient que l'Écosse a les moyens de ses ambitions, grâce à ses richesses et à la créativité de sa population.

L'indépendance ne vise pas à renouer avec une démocratie bafouée, mais à libérer pleinement toutes les énergies écossaises, bridées par l'Union (SG : 2012, 1, A. Salmond). C'est la raison pour laquelle l'économie, à laquelle 15 des 25 articles du Traité d'Union étaient consacrés, est au cœur du programme du SNP. Le Parti nationaliste remet en cause la thèse communément admise depuis le XIXe siècle, selon laquelle l'Écosse tira pleinement avantage de cette Union, car elle put exercer une influence politique sur les décisions concernant l'Angleterre dont elle dépendait au plan économique. A. Salmond estime que les bénéfices, qui ne se manifestèrent pas immédiatement, furent amoindris par la hausse des impôts, résultat de l'alignement sur le grand voisin (SG : 2009, 8). Cette analyse rejoint celle d'Andrew Fletcher en 1706, qui se fondait sur l'exemple gallois pour dissocier union et avantages économiques (Scott : 2005, 50).

A. Salmond souligne que l'Écosse, qui a la chance de disposer de ressources abondantes, pourra les valoriser comme elle l'entend après 2014 (SG : 2012, 1). Les taxes sur les hydrocarbures, qui rapportent au Trésor britannique plusieurs milliards de livres sterling chaque année, lui reviendront. Le manifeste électoral de 2011 ne manquait pas de rappeler le slogan « *It's Scotland's Oil* » (SNP : 2011, 40), en grande partie responsable de la progression du SNP aux élections d'octobre 1974. Il ajoutait que l'Écosse indépendante saurait employer cette manne avec parcimonie, tout en prévoyant l'épuisement de cette ressource fossile en misant sur les énergies renouvelables pour prendre le relais. Celles-ci devraient couvrir intégralement les besoins écossais en électricité à l'horizon 2020 (SP : 2012d, 9659). Cependant, le gouvernement écossais, magnanime, accorderait à l'Angleterre un accès privilégié à ses ressources énergétiques.

Le *First Minister* se réfère, non sans fierté, aux penseurs et aux inventeurs qui ont émergé en Écosse, dans divers domaines, allant de l'économie (les théories économiques d'Adam Smith ou la mise au point de la machine à vapeur par James Watt en 1769) à la médecine (Alexander Fleming, qui obtint en 1945 le Prix Nobel après avoir découvert la pénicilline) en passant par la transmission de l'information (John Logie Baird qui diffusa la

première image télévisée en 1924). Cette liste, brièvement évoquée dans le manifeste électoral de 2003, est devenue plus précise depuis 2007 (SNP : 2003, 3, Salmond : 2011b). Cependant, les Nationalistes occultent le processus à l'œuvre dans ces inventions, dont les Écossais constituèrent un maillon. Ainsi, Watt perfectionna une invention de Newcomen, avant de travailler avec Boulton. Fleming partagea son Prix avec deux collègues. Baird fit une première expérience, avec des moyens réduits. Quant à Adam Smith, son apport à l'Écosse demeure controversé. A. Salmond s'attira des critiques acerbes en 2008 lorsqu'il avança que l'hostilité des Écossais à l'égard des politiques de Margaret Thatcher, en partie inspirées par l'économiste écossais, était davantage due au volet social qu'au volet économique (Torrance, 256).

Les dirigeants du SNP ont l'intention de favoriser cette créativité par une fiscalité incitative. Dans le cadre de la dévolution, ils ont abaissé la taxe professionnelle pesant sur les PME. Mais ils se trouvent enserrés dans des limites étroites, comme le regrettait déjà Hugh MacDiarmid dans l'entre-deux-guerres. Ainsi, A. Salmond, pourtant loin de partager le marxisme et le radicalisme culturel du poète écossais, le cite : « *For we ha'e faith in Scotland's hidden powers. The present's theirs, but a' the past and the future's oors* » (Salmond : 2011b). Dans un État indépendant, ils envisagent de réduire l'impôt sur les bénéfices des sociétés, sur le modèle de la République d'Irlande.

De plus, le *First Minister* se prévaut d'avancées sociales. Il reprend le mythe (Paterson : 1992, 93) selon lequel l'Écosse aurait inventé l'enseignement pour tous (cité par Robertson A. : 2010, 57) avec une loi votée par le Parlement écossais en 1646, deux cents ans avant l'Angleterre. Certes, la loi écossaise connut une application inégale sur le territoire, mais le principe posé avait élargi l'accès à l'école et la possibilité d'ascension sociale (Devine : 1999, 390). De plus, la Bible de Jacques VI (futur Jacques I) devait permettre à chacun d'accéder directement aux Écritures (Salmond : 2011a). La traduction contemporaine de ce principe serait l'abolition totale des droits universitaires pour les étudiants écossais dans les universités écossaises, adoptée en 2009 à l'initiative du gouvernement SNP alors que l'année suivante, le gouvernement britannique devait imposer aux étudiants anglais des droits pouvant atteindre 9000£ par an (Salmond : 2012).

Ces préoccupations sociales dépassent le cadre de l'éducation. Le SNP évoque fréquemment le poète écossais R. Burns, en particulier sa vision égalitariste de la société développée au début du XIXe siècle :

*Ye see yon birkie ca'd a lord  
Wha struts, and stares, and a'that  
Through hundreds worship at his word,  
He's but a coof for a'that.  
For a'that, and a'that,  
His ribband, star and a'that,  
The man of independent mind,  
He looks and laughs at a' that* (SP : 2012a, 5606, A. Salmond).

Ainsi, selon les députés nationalistes, l'Écosse viserait à l'égalité, contrairement à l'Angleterre. Les députés du SNP multiplient les comparaisons pour justifier leurs décisions, telle l'abolition du ticket modérateur sur les médicaments. À l'inverse, la *poll tax*, impôt par capitation, introduit par le gouvernement de M. Thatcher, apparaît encore aujourd'hui comme un symbole anglais.

Dans une Écosse indépendante, les principes de vie en société se trouveraient consignés dans une constitution écrite, qu'il s'agisse de la dignité de l'être humain ou de l'égalité des chances. N. Sturgeon, *Deputy First Minister* du gouvernement écossais, n'hésite pas à se placer dans la filiation de Thomas Jefferson, ce visionnaire qui sut proclamer des vérités valables pour l'humanité (SG : 2013, 1.7). Dans cette optique, l'*Act of Settlement*, qui exclut les catholiques de la Succession royale, est décrit comme anglais (SNP : 2007, 66), même si les représentants écossais entérinèrent, par le Traité d'Union, la loi initialement votée par le Parlement anglais en 1701.

Les dirigeants du SNP, soucieux de conforter leur positionnement, se prévalent du ralliement d'hommes politiques progressistes. Le manifeste de 2011 citait Roland Muirhead, passé par le Parti libéral puis par l'*Independent Labour Party*, ainsi que Jimmy Reid, leader du mouvement d'occupation des chantiers navals de la Clyde en 1971, ancien candidat communiste. Angus Robertson a mis en exergue Robert Cunningham Graham, membre du Parti libéral et du *Scottish Labour Party* (HC : 2013, 732). Les Nationalistes ont salué l'adhésion de Dennis Canavan, ancien député travailliste, à la campagne *Yes Scotland* pour le référendum de 2014, en le propulsant au sein de son comité de direction.

Quant aux parlementaires des partis britanniques, ils préfèrent mettre l'accent sur l'épanouissement de l'Écosse et les réussites collectives au cours des trois cents ans d'histoire commune depuis 1707, notamment la Révolution industrielle et l'Empire (HC : 2012, 405, Eleanor Laing, 410, Graeme Morrice). Ils en font une description laudative, occultant notamment les questions sociales. De même, l'État-Providence est un acquis britannique majeur du XXe siècle, le *National Health Service* étant loué tant par les

Travailleurs que par les Conservateurs (SP : 2012g, 13935, Annabel Goldie). Ainsi, les lois votées par le Parlement écossais afin de restaurer la gratuité des services publics ne sauraient être monopolisées par le SNP. Certaines furent adoptées avant 2007, sous un gouvernement de coalition travailliste/libéral-démocrate (prise en charge des frais de soins personnels des personnes âgées dépendantes, remplacement des droits universitaires par un forfait), avec le soutien des Conservateurs. Quant aux lois votées depuis 2007, les Unionistes les assimilent à des tentatives d'acheter les voix des Écossais dans la perspective du référendum. Les élus des partis britanniques renvoient implicitement aux pots-de-vin pratiqués en 1706. Le SNP s'en défend, se référant à Aneurin Bevan, fondateur du NHS, qui démissionna pour protester contre les premières entorses à la gratuité (SP : 2012e, 12215, Mark McDonald). Il impute à Londres la responsabilité de toutes les maux.

Cependant, les députés des trois partis unionistes n'hésitent pas à citer quelques figures de l'histoire lorsque cela peut servir leurs intérêts. Le texte de Burns déclamé par A. Salmond en 2012 avait été interprété par Sheena Wellington pendant la cérémonie d'ouverture du Parlement écossais en 1999. Lors de celle-ci, le discours inaugural de D. Dewar fit référence au passé industriel de l'Écosse, à ses paysages ruraux, mais aussi à Bruce (Robert I), à Wallace et à Burns (SO, 12). Le premier *First Minister* faisait ainsi la démonstration de la représentation de l'ensemble de la nation à travers cette nouvelle enceinte. Mais les Unionistes estiment que leurs citations du poète écossais demeurent raisonnables, alors qu'A. Salmond en abuse, en toute circonstance (SP : 2012a : 5613).

## Conclusion

Les discours des dirigeants du SNP cherchent à démontrer que l'Écosse doit retrouver la situation « normale » d'une nation, l'indépendance, les trois cents ans d'union avec l'Angleterre constituant une parenthèse. Ils vont puiser dans l'histoire des épisodes prouvant l'existence d'une nation écossaise face au grand voisin anglais. Ils font appel à quelques personnages, les plus célèbres, qui sont brandis comme des emblèmes, ceux que l'on trouve communément dans les livres pour enfants (Brassey & Ross). Cependant, les faits historiques ne sont évoqués que de manière superficielle et réductrice. Il s'agit surtout de réveiller une fibre patriotique, un héritage commun aux contours incertains. Le SNP peut difficilement aller au-delà de ces allusions, car il ne doit pas libérer l'Écosse du joug d'un oppresseur qui aurait menacé l'intégrité de la nation. Les dirigeants nationalistes

préconisent l'autodétermination par la voie des urnes, selon un processus entériné par Westminster. Plus encore, une fois l'indépendance acquise, ils ne souhaitent pas s'affranchir des acquis britanniques, afin de tranquilliser la population. Leurs adversaires, qui se veulent eux aussi patriotes, n'ignorent pas ces faits, qui ont forgé la nation écossaise, mais ils préfèrent mettre l'accent sur le patrimoine commun des Britanniques. Ils en tirent des conclusions radicalement opposées. Les divergences entre Nationalistes et Unionistes ne concernent pas la nation, ni même le sentiment patriotique, mais se focalisent sur la question du Traité d'Union.

Les dirigeants nationalistes sont plus loquaces, mais guère plus explicites, lorsqu'ils décrivent l'avenir, nécessairement meilleur. L'histoire apparaît comme un réservoir qui sert leur projet politique immédiat, comme une caution, afin de nourrir des espoirs, notamment au plan économique. Comme l'a rappelé Stewart Maxwell à Holyrood en 2012, ce n'est pas l'histoire qui justifie la revendication du parti, mais la volonté de laisser les Écossais prendre leurs décisions (SP : 2012d, 9688). On peut en effet douter de l'utilité des héros des guerres d'indépendance, dont l'action a été reconstruite au fil du temps, pour régler les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle. Les Nationalistes se complaisent dans l'évocation d'un passif historique leur fournissant un bouc-émissaire, l'Angleterre, qui devra disparaître avec l'indépendance.

## Bibliographie

### *Sources primaires*<sup>4</sup>

Her Majesty's Government, Scottish Government (HMG-SG) (2012). *Agreement on a Referendum on Independence for Scotland*. Edimbourg : Stationery Office, 15 octobre.

Her Majesty Government (HMG) (2013). *Scotland Analysis. Devolution and its Implications*. Londres février.

House of Commons (HC) (2011). *Hansard*. Londres, 27 janvier.

House of Commons (HC) (2012). *Hansard*. Londres, 29 novembre.

House of Commons (HC) (2013). *Hansard*. Londres, 15 janvier.

House of Commons, Scottish Affairs Committee (HC-SA) (2012). *Fourth Report*. Londres,

---

<sup>4</sup> Il s'agit des documents contenant les discours et les écrits des dirigeants du SNP qui font l'objet de notre étude.

23 octobre.

House of Commons, Scottish Affairs Committee (HC-SA) (2013). *Sixth Report*. Londres, 9 janvier.

House of Lords (HL) (2013). *Hansard*. Londres, 16 janvier.

MacAskill, Kenny (2004). *Building a Nation. Post-Devolution Nationalism in Scotland*. Edimbourg : Luath press.

Maxwell, Stephen (2012). *Arguing for Independence : Evidence, Risk and the Wicked Issues*. Edimbourg : Luath press.

Robertson, Angus (2010). *Why Vote SNP*. Londres : Biteback.

Robertson, Angus (2012). Entretien avec l'auteur. Vaucluse, 27 juillet.

Russell, Michael (ed.) (2004). *Stop the World : the Autobiography of Winnie Ewing*. Edimbourg : Birlinn.

Salmond, Alex (2011a). *Official Opening of the Scottish Parliament*. Edimbourg : Scottish Government, 1er juillet.

Salmond, Alex (2011b). *New Year's Message*. Edimbourg : Scottish Government, 31 décembre.

Salmond, Alex (2012). *New Year's Message*. Edimbourg : Scottish Government, 31 décembre.

Scottish Government (SG) (2007). *Choosing Scotland's Future. A National Conversation*. Edimbourg.

Scottish Government (SG) (2009). *Your Scotland, Your Voice*. Edimbourg.

Scottish Government (SG) (2010). *Scotland's Future*. Edimbourg.

Scottish Government (SG) (2012). *Your Scotland, Your Referendum*. Edimbourg.

Scottish Government (SG) (2013). *From the Referendum to Independence and a Written Constitution*. Edimbourg, février.

Scottish National Party (SNP) (1992). *Independence in Europe. Make it Happen !* Edimbourg.

Scottish National Party (SNP) (1995). *Horizons without Bars*. Edimbourg.

Scottish National Party (SNP) (1997). *Yes We Can Win the Best for Scotland*. Edimbourg

Scottish National Party (SNP) (1999). *Scotland's Party. Scotland's Parliament*. Edimbourg.

Scottish National Party (SNP) (2001). *We Stand for Scotland*. Edimbourg.

- Scottish National Party (SNP) (2003). *Release our Potential*. Edimbourg.
- Scottish National Party (SNP) (2005). *If it Matters to You, Make it Matter in May*. Edimbourg.
- Scottish National Party (SNP) (2007). *It's Time*. Edimbourg.
- Scottish National Party (SNP) (2010). *Elect a Local Champion*. Edimbourg.
- Scottish National Party (SNP) (2011). *Re-elect a Scottish Government : Working for Scotland*. Edimbourg.
- Scotland Office (SO) (2000). *Donald Dewar. A Book of Tribute*. Edimbourg : Stationery Office.
- Scottish Parliament (SP) (1999). *Official Report*. Edimbourg, 12 mai.
- Scottish Parliament (SP) (2009a). *Official Report*. Edimbourg, 25 juin.
- Scottish Parliament (SP) (2009b). *Official Report*. Edimbourg, 9 décembre.
- Scottish Parliament (SP) (2010). *Official Report*. Edimbourg, 29 septembre.
- Scottish Parliament (SP) (2011a). *Official Report*. Edimbourg, 11 mai.
- Scottish Parliament (SP) (2011b). *Official Report*. Edimbourg, 18 mai.
- Scottish Parliament (SP) (2011c). *Official Report*. Edimbourg, 30 novembre.
- Scottish Parliament (SP) (2012a). *Official Report*. Edimbourg, 25 janvier.
- Scottish Parliament (SP) (2012b). *Official Report*. Edimbourg, 26 janvier.
- Scottish Parliament (SP) (2012c). *Official Report*. Edimbourg, 30 mai.
- Scottish Parliament (SP) (2012d). *Official Report*. Edimbourg, 31 mai.
- Scottish Parliament (SP) (2012e). *Official Report*. Edimbourg, 3 octobre.
- Scottish Parliament (SP) (2012f). *Official Report*. Edimbourg, 30 octobre.
- Scottish Parliament (SP) (2012g). *Official Report*. Edimbourg, 27 novembre.
- Scottish Parliament (SP) (2012h). *Official Report*. Edimbourg, 5 décembre.
- Scottish Parliament (SP) (2012i). *Official Report*. Edimbourg, 18 décembre.
- Scottish Parliament (SP) (2013). *Official Report*. Edimbourg, 21 mars.
- Sillars James (1986). *Scotland : the Case for Optimism*. Edimbourg : Polygon.
- Wilson, Gordon (2009). *SNP : The Turbulent Years*. Stirling : Scots Independent Newspapers Limited.

*Sources secondaires*

- Ash, Marinell (1980). *The Strange Death of Scottish History*. Edimbourg : Ramsay head press.
- Bogdanor, Vernon (1999). *Devolution in the United Kingdom*. Oxford : Oxford University Press.
- Brassey, Richard & Ross, Stewart (1999). *The Story of Scotland*. Londres Dolphin paperbacks.
- Checkland, Sydney & Olive (1984). *Industry and Ethos Scotland 1832-1914*. Londres : Edward & Arnold.
- Cowan, Edward (1998). « Identity, Freedom and the Declaration of Arbroath », in Broun, Dauvit, Finlay R. J. & Lynch, Michael (eds.). *Image and Identity. The Making and Re-Making of Scotland through the Ages*. Edimbourg : John Donald.
- Devine, Tom (1999). *The Scottish Nation 1700-2000*. Harmondsworth : Penguin.
- Devine, Tom & Logue, Paddy (2002). *Being Scottish*. Edimbourg : Polygon.
- Devine, T.M. (2003). *Scotland's Empire 1600-1815*. Londres: Penguin.
- Dickinson, H. T. & Lynch, Michael (eds.) (2000). *The Challenge to Westminster. Sovereignty, Devolution and Independence*. Edimbourg : Tuckwell Press.
- Dinwoodie, Robbie (2012). « UK-wide Events Planned to Remember 1914-not 1314 » in *The Herald* : Glasgow, 11 octobre, p. 6.
- Dixon, Keith (dir.) (2001) *L'Autonomie écossaise. Essais critiques sur une nation britannique*. Grenoble : Ellug.
- Donnachie, Ian & Whatley, Christopher (eds.) (1992). *The Manufacture of Scottish History*. Edimbourg : Polygon.
- Finlay, Richard (1994). *Independent and Free. Scottish Politics and the Origins of the Scottish National Party*. Edimbourg : John Donald.
- Hague, Euan (2002). « National Tartan Day : Rewriting History in the United States » in *Scottish Affairs*. Edimbourg, n°38, hiver, pp. 94-124.
- Hanham, H. J. (1969). *Scottish Nationalism*. Londres : Faber & Faber.
- Harvie, Christopher (1981). *No Gods and Precious Few Heroes*. Edimbourg : Edinburgh University Press.
- Hassan, Gerry (ed.) (2009). *The Modern SNP. From Protest to Power*. Edimbourg : Edinburgh University Press.

- Hoppit, Julian (ed.) (2003). *Parliaments, Nations and Identities in Britain and Ireland, 1660-1850*. Manchester : Manchester University Press.
- Lenman, Bruce (1992). *Integration and Enlightenment. Scotland 1746-1832*. Edimbourg : Edinburgh University Press (1981).
- Leruez, Jacques (2000). *L'Écosse. Vieille Nation, Jeune État*. Crozon : Armeline.
- Lynch, Peter (2002). *The History of the Scottish National Party*. Cardiff : Welsh Academic Press.
- McCrone, David (1992). *Understanding Scotland. The Sociology of a Stateless Nation*. Londres : Routledge.
- McLean, Bob (2005). *Getting it Together. The History of the Campaign for a Scottish Assembly*. Edimbourg : Luath press.
- Massie, Allan (2005). *The Thistle and the Rose. Six Centuries of Love and Hate between the Scots and the English*. Londres : John Murray.
- Mitchison, Rosalind (1990). *Lordship to Patronage Scotland 1603-1745*. Edimbourg : Edinburgh University Press (1983).
- Robertson, James (2002). *The Scots Parliament*. Edimbourg : Black & White.
- Robertson, John (ed.) (1995). *A Union for Empire. Political Thought and the Union of 1707*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Scott, Paul H. (1992). *Scotland in Europe*. Edimbourg : Canongate.
- Scott, Paul H. (2005). « Why Did the Scottish Parliament Accept the Treaty of Union ? » in *Scottish Affairs*, Edimbourg, n°52, été, pp. 45-50.
- Settle, Michael (2012). « Lamont to Launch Fightback » in *The Herald*: Glasgow, 2 octobre, 1.
- Settle, Michael & Gardham Magnus (2013). « Legal Experts in Warning over Scots Independence » in *The Herald*, 11 février, p. 1.
- Torrance, David (2010). *Salmond : Against all Odds*. Edimbourg : Birlinn.
- Watson, Fiona (1998). « The Enigmatic Lion : Scotland, Kingship and National Identity in the Wars of Independence » in Broun, Dauvit, Finlay R. J. & Lynch, Michael (eds.). *Image and Identity. The Making and Re-Making of Scotland through the Ages*. Edimbourg : John Donald.
- Whatley, Christopher (1994). *'Bought and Sold for English Gold ?'. Explaining the Union of 1707*. Edimbourg : the Economic and Social History of Scotland.
- Wormald, Jenny (ed.) (1991). *Scotland Revisited*. Londres : Collins & Brown.